

LA GANGRENE

par Léo GOLDBERG

LA mort de Pierre Goldman, comme sa vie, aura été l'un de ces événements singuliers mais chargés de sens, qui déchirent brusquement le voile des apparences.

« N'exagérons rien », nous dit-on ici et là, « le fascisme n'est pas à notre porte. L'extrême droite est groupusculaire. La nouvelle droite n'est que l'écume estivale des modes littéraires parisiennes. Quant à l'antisémitisme, soyons sérieux, il n'atteint pas le centième de ce que nous avons connu dans les années 30. »

Sans doute. Ne jouons pas à cette « lutte antifasciste dérisoire et substitutive » dont Goldman avait horreur. Mais ne nous leurrions pas. Les tueurs ont abattu un écrivain maudit, juif, révolutionnaire, gangster, innocent et présumé coupable. Mais qui visaient-ils sinon nous-mêmes ? Car Pierre Goldman incarnait à sa façon, tragique et absurde, les combats, les espoirs et les illusions d'une génération dont il refusait de partager le sort dérisoire et l'échec.

Ce révolutionnaire juif, révolutionnaire parce que juif, né sous le double signe de la révolution trahie et de l'holocauste, nourri d'internationalisme et d'antifascisme, ne pouvait se résigner à une lutte anti-impérialiste par procuration, faite de meetings et de défilés, et à une révolution imaginaire, substitut dérisoire à une révolution authentique.

Le fascisme, il voulait l'affronter les armes à la main. Ce qu'une génération impuissante paraissait vouée à sublimer par le rêve et la parole, lui a voulu l'accomplir.

EN ce sens, les tueurs ont visé juste. Ne négligeons pas l'avertissement. Eux, nous les connaissons bien : flics, barbouzes ou membres d'un de ces escadrons de la mort à la mode brésilienne, leur visage nous est familier. C'est celui du fascisme et du racisme bruts, toujours présents à l'état larvaire dans les tréfonds de la société capitaliste.

Mais le terrain leur serait-il soudain redevenu si propice ?

En apparence la société libérale avancée présente le visage rassurant et paisible du consensus et de la concertation.

Mais comment ne pas s'inquiéter de la lente et progressive dégradation de l'état de droit en France, notamment dans les conflits sociaux ?

Comment ne pas s'étonner de la manipulation des crimes politiques ou racistes depuis trois ans, pour la plupart jamais élucidés, et dans lesquels policiers, barbouzes et truands paraissent jouer un étrange ballet ?

Comment ne pas s'interroger sur les résurgences, dans les sommets de l'appareil d'état, d'idéologies racistes qu'on croyait appartenir à un passé révolu et qui reflourissent parées des plumes de la nouveauté et de la science ?

COMMENT ne pas remarquer cette curieuse floraison de textes antisémites et de faux débats qui, sous couverts d'en discuter le fond, en légitiment l'existence ?

Tout se passe comme si, faute d'alternative à gauche, la crise entamait un lent travail de décomposition sociale et idéologique. La Gangrène est peut-être déjà là, à l'état de germes sans doute, mais ces germes sont particulièrement virulents, ne l'oublions pas. Il est pour le moins consternant de constater que sur ce terrain comme sur d'autres, les partis traditionnels de la gauche soient incapables de réagir.

Pourtant, il n'est pas d'autre voie que de combattre les germes de fascisme pied à pied, sur leur terrain, et d'abord de faire toute la lumière sur l'attentat du 20 septembre.

C'est le moindre hommage que nous puissions rendre à Pierre Goldman. ■



Pierre Goldman, Juif et intellectuel révolutionnaire a été assassiné par un groupe fasciste et raciste.

Nous flétrissons ce crime qui s'inscrit dans une série d'attentats dont ont été victimes des travailleurs immigrés, des militants de la C.G.T., Henri Curiel, etc... — les coupables courent encore —

Nous devons empêcher que continue à se développer en France des crimes semblables à ceux de « l'escadron de la mort ». Nous devons empêcher la renaissance du fascisme.

Une émission riposte à l'assassinat de Pierre Goldman RADIO LIBRE, RUE BORROMÉE

Nombreux sont les Parisiens et même les banlieusards qui ont pu entendre, ce samedi 22 septembre, de 15 h 30 à 16 h 30 environ, une émission de radio-libre consacrée à Pierre Goldman. Il a fallu une heure aux services spécialisés de la police pour parvenir à brouiller cette émission diffusée à partir de la rue Borromée. L'émission s'est d'ailleurs poursuivie sans incidents jusqu'à 17 h 25.

Cette émission avait été décidée d'un commun accord par la fédération des Radios libres et la direction du P.S.U. et annoncée dans la presse. Aussi, avant 15 heures près de trois cents personnes se massaient devant le siège central du P.S.U. Ce qui posa un petit problème car on ne pouvait, pour des raisons à la fois de place et de sécurité, faire entrer tout le monde. Finalement, le public se partagea, une partie s'installa dans la grande salle, l'autre écouta dans la rue l'émission retransmise par haut-parleur. Au micro se succédèrent Félix Gattari, Huguette Bouchardeau, Marcel Tubiana, Jean-Pierre Vigier, Patrick Viveret, des représentants d'une série d'organisations participantes : le collectif de soutien des radio-libres, le M.L.A.C., le Collectif féministe contre la répres-

sion, le C.I.N.E.L., le Comité de soutien Piperno-Pace, un représentant de la ligue des droits de l'Homme, du Collectif du 23 mars-1^{er} mai, du Comité d'urgence contre la répression homosexuelle. On entendit aussi l'intervention très applaudie d'un représentant de la radio-libre des sidérurgistes de la C.G.T. de Longwy, « Lorraine cœur d'acier ».

Comme le dit le communiqué commun de la Fédération des radios-libres et du B.P. du P.S.U., cette émission « s'inscrivait dans la riposte à l'assassinat de Pierre Goldman en manifestant la volonté de ne pas rester passifs devant les crimes fascistes et la montée de la répression dans ce pays ». La sortie s'effectua dans un ordre parfait, le matériel dûment protégé. A part quelques inspecteurs des R.G. patrouillant mélancoliquement dans les rues avoisinantes, la police eut le tact ou la prudence de ne pas intervenir. Mais alors que signifient ces nouvelles inculpations pour crime « d'émission radiophonique prohibée » ?

Pour notre part nous avons bien l'intention de continuer. Il faut imposer la liberté de l'information. ■



L'ENJEU POLITIQUE DES ELECTIONS PRUD'HOMALES

C'est officiel depuis le décret du 17 septembre, les élections des conseils de prud'homme auront lieu le 12 décembre sur tout le territoire. C'est un événement important, ce sera la première élection nationale depuis 1962 qui donnera la représentativité syndicale en France.

UN TRIBUNAL ANCIEN

Si l'origine des prud'hommes remonte à 1848, c'est en 1905 et 1907 que la loi les crée officiellement. C'est un tribunal composé à égalité de patrons et de salariés élus ; il tranche les litiges individuels du contrat de travail sur la demande du travailleur. Jusqu'à maintenant, les conseillers étaient élus au scrutin majoritaire par catégorie et un dimanche. Chacun devant faire une démarche individuelle pour s'inscrire et voter, inutile de dire qu'il y avait peu d'inscrits et encore moins d'électeurs.

DES AMELIORATIONS IMPORTANTES

La loi du 14 janvier 79 a apporté de nombreuses transformations :

- L'ensemble du territoire est couvert par les conseils de prud'hommes (sauf l'Alsace et la Lorraine qui gardent leur ancien statut).
- Toutes les entreprises sont couvertes : industries, commerce, agriculture, professions diverses, secteur nationalisé, personnels non statutaires des services publics liés par des relations de droit privé. Cela représente environ 14 millions d'électeurs. Pratiquement, il n'y a que les fonctionnaires qui ne sont pas concernés.

DES ELECTIONS PLUS DEMOCRATIQUES

Les entreprises sont tenues par la loi d'inscrire leurs salariés sur les listes électorales.

- l'élection a lieu un jour ouvrable, le temps est payé,
- le vote a lieu sur liste syndicale à la proportionnelle.

Malgré ces réelles améliorations le P.C. et le P.S. ont voté contre le texte de loi. La C.G.T. y était opposée et préférait le statu quo. La C.F.D.T. était favorable à ces dispositions qui reprenaient l'essentiel de ses propositions. F.O. et le C.N.P.F. étaient pour la suppression des élections et la simple désignation.

UN GRAND ENJEU SYNDICAL

Chaque organisation syndicale prépare activement la campagne, leur représentativité nationale est en jeu. Tous les leaders syndicaux ont mobilisé leurs troupes sur le sujet dans leur discours de rentrée. Des commentateurs ont même écrit que la désunion était une certaine façon pour chaque confédération de se personnaliser en vue de ces élections.

UN ENJEU POLITIQUE

Le P.S.U. ne peut qu'être favorable aux améliorations de la juridiction prud'homale et à l'élection à la proportionnelle, principe le plus démocratique. De plus, l'élection va donner de l'importance aux prud'hommes et aux syndicalistes qui y seront élus. Le conseil des prud'hommes n'est pas un tribunal comme les autres ; les travailleurs y siègent à 50 %, en cas de désaccord entre les patrons et les salariés, il est fait appel au juge départemental. Les prud'hommes sont juges de tous les litiges individuels qui surgissent du contrat de travail ; souvent, ils concernent le paiement des salaires, primes, congés payés, indemnités de licenciement, dommages-intérêts pour licenciement abusif. Le conseiller prud'homme ouvrier n'est pas un juge professionnel et cela a son importance. En effet, il reste un travailleur et un militant qui sait ce que veut dire exploitation et domination des travailleurs dans l'entreprise.

Le conseil des prud'hommes est une forme de contrôle ouvrier sur les décisions patronales à l'encontre des travailleurs. Certes, il faudrait encore l'améliorer en renforçant ses pouvoirs et particulièrement ceux des travailleurs, mais il est indispensable de les utiliser dans le combat de classe dès aujourd'hui.

Chaque militant P.S.U. participera à la campagne de son organisation syndicale, mais il aura la préoccupation de valoriser le conseil des prud'hommes comme un acquis collectif des travailleurs, de favoriser l'information et le vote massif des travailleurs pour les syndicats de classe.

Le P.S.U. fera tout pour contribuer à ce que l'enjeu politique des élections prud'homales du 12 décembre s'inscrive positivement dans le combat de la classe ouvrière.

Secrétariat Secteur Entreprise ■

Comités de soldats, vers une coordination...

La section du P.S.U. de Châlons-sur-Marne suit depuis maintenant deux ans les Comités de soldats des camps de Suippes et de Mourmelon-le-Grand. Son travail a consisté principalement :

- à soutenir matériellement les comités (fournir un moyen de transport, un lieu de réunion...),
- à populariser leurs luttes (en mars 78, le Comité de soldat de Suippes a pris la parole lors d'un meeting du P.S.U...),
- à favoriser les contacts avec les organisations syndicales (les Comités de soldats ont reçu le soutien de l'U.I.S.-C.F.D.T. de Reims et de Châlons et de l'U.D. C.G.T. pour leurs tracts et leurs plates-formes),
- à organiser les coordinations des différents comités de soldats (principalement entre le 1^{er} G.C. de Reims, le camp de Mourmelon et le camp de Suippes).

Enfin de nombreux débats entre les militants du P.S.U. et les membres des comités ont permis de confronter la stratégie et les objectifs recherchés.

Et maintenant... Dans un premier temps, avec l'aide des camarades du P.S.U., les comités de soldats ont tenu une conférence de presse le 7-9-79 au siège de la Ligue des droits de l'homme à Paris.

Dans un deuxième temps, à notre demande, les comités de soldats ont proposé aux organisations syndicales de reprendre le relais pour ce qui concerne le soutien matériel. Il est à noter à ce sujet un net recul de la C.G.T. qui a rompu tout soutien et refusé toutes rencontres depuis quelques temps et ceci sans aucune explication. (A notre avis, l'U.L. C.G.T. voit d'un très mauvais œil les relations privilégiées entre les comités et le P.S.U.). Une réunion C.F.D.T./Comités de soldats/P.S.U. est prévue prochainement pour organiser effectivement un véritable soutien matériel.

Enfin, nous prendrons la part qui nous est due dans un comité de soutien civil, répondant ainsi à l'appel des comités de soldats.

Nous publions ici le communiqué de presse annonçant la création de la coordination des comités des camps de Suippes et Mourmelon et donnant les bases de la plate-forme sur laquelle ils se sont regroupés :

« Après un travail de plusieurs mois aboutissant à de nombreux et fructueux contacts et plusieurs diffusions de tracts à la gare de Châlons, nous pouvons annoncer que s'est constituée une coordination des comités des camps de Suippes et Mourmelon sur les bases de la plate-forme suivante résumée à ses titres principaux :

— Permissions et transports : repos et permissions hebdomadaires, incorporation proche du domicile, tous les transports gratuits.

— Statut financier du travailleur.

— Hygiène et sécurité : lutte contre la vétusté, l'insalubrité des bâtiments, les exercices ou stages faits sans sécurité.

— Conditions de vie et de travail : 35 h, non à la déqualification pour beaucoup, et à l'exploitation par les gradés.

— Reconnaissance des libertés démocratiques : droit d'opinion, d'association, de réunion. Arrêt de la répression arbitraire, suppression de la sécurité militaire, des TPFA, de l'utilisation de l'armée contre les travailleurs français et étrangers.

— Dénonciation de la tromperie dont les jeunes engagés sont victimes.

Soldat sous l'uniforme tu restes un travailleur. Nous existons, nous luttons et nous ne sommes pas isolés. Rejoins-nous pour que tes forces s'ajoutent aux nôtres pour nous permettre de ne plus subir un an d'abrutissement et de servitudes. »

Section P.S.U. de Châlons-sur-Marne ■

DES BRETONS EN PRISON

Cette semaine, des militants bretons emprisonnés passent en procès, après une détention préventive particulièrement longue (15 mois pour certains). L'Association des Familles des Détenus Politiques Bretons a tenu à nous informer des conditions dans lesquelles se passait cette détention.

Sans soutenir inconditionnellement les méthodes d'attentat minoritaires qui ont conduit certains de ces militants en prison, nous ne pouvons admettre que de telles pratiques soient perpétrées et nous assurons de notre soutien l'Association des Familles des détenus en lutte contre de tels agissements. ■

LA POSITION DU P.S.U. BRETAGNE

1) Le P.S.U. Bretagne est en désaccord avec les méthodes d'attentats minoritaires qui ne sont pas adaptées à l'état actuel du mouvement breton et aux conditions de sa lutte.

Le P.S.U. Bretagne est cependant engagé sans réserve dans le combat contre la répression qui s'abat sur les militants bretons :

— parce que le combat anti-répression est un combat pour la défense des libertés. En effet, le pouvoir profite de la lutte anti-FLB pour réprimer des militants politiques, culturels, syndicaux à cause de leurs opinions politiques bretonnes ;

— parce que la première violence est celle de l'Etat capitaliste et centralisateur, depuis toujours (liquidation de l'identité bretonne, surexploitation du peuple breton) ;

— parce que la répression n'apporte aucune solution et ne peut que perpétuer et aggraver le cycle de la violence. A un problème politique, il faut une solution politique : la continuation du cycle de la violence risque de l'hypothéquer lourdement.

Seul un coup d'arrêt à la répression arrêtera l'évolution de ce cycle de la violence.

Le P.S.U. Bretagne affirme que seul l'arrêt des violences de l'Etat français contre la Bretagne et le peuple breton mettra un terme à la violence des attentats, et que la solution politique nécessaire ne pourra intervenir que dans la rupture avec l'Etat bourgeois de plus en plus centralisateur et oppressif.

QUEL FINANCEMENT ? POUR QUELS PARTIS ?

Le projet de loi de financement des partis politiques que le gouvernement s'approprie à déposer est véritablement scandaleux. Les contribuables vont devoir cotiser un peu plus pour maintenir au pouvoir les grands partis confortablement installés en politique. Et les sensibilités nouvelles, les partis qui n'ont encore — étant donné la barre des 5 % dans la loi électorale française — aucune représentation parlementaire, se verront définitivement éliminés.

Au nom du P.S.U., je dénonce cette aggravation de l'injustice dans la vie politique française. La peur de l'éclatement

est-elle si forte à droite que le pouvoir se sente obligé de maintenir la cohérence de ses troupes par de telles mesures ? En tout cas, nous voulons croire que dans les partis de gauche l'attachement à la liberté d'expression sera plus fort que le maintien des situations acquises. Nous sommes partisans de l'attribution de fonds publics aux partis politiques : à condition que ce soit à tous, sur des bases qui reposeraient sur leur réelle audience, sans instaurer de seuil éliminatoire.

HUGUETTE BOUCHARDEAU ■

SUR LE TERRAIN

ROUEN : POURQUOI LE P.S.U. A QUITTE LE COLLECTIF CONTRACEPTION-AVORTEMENT

Ce collectif était composé au départ de 150 personnes, dont un grand nombre d'inorganisés, et d'organisations politiques et syndicales.

De nombreux problèmes de fonctionnement sont apparus, en particulier l'accaparement du pouvoir par la L.R.C. qui impose ses vues au collectif.

Ces pratiques expliquent en partie l'égrèment progressif de la participation aux A.G. et le départ de nombreux inorganisés, ce qui ne fait plus du collectif un mouvement de masse (ce qui est pour nous essentiel) mais un cartel d'organisations.

Nous sommes déterminés à lutter pour le droit à l'avortement et nous estimons que la marche des femmes du 6 octobre, organisée unitairement, sera une mobilisation de masse et pourra faire pression sur le débat parlementaire et l'opinion. Nous répondrons dans cet esprit aux réunions de préparation proposées par des femmes du Planning.

P.S.U. Rouen ■

LE FACTEUR CIRCULE EN SHORT...

Dans les Vosges, à Thiéfosse, il y a un facteur... quoi de plus naturel direz-vous ? Mais ce facteur qui fait sa tournée depuis 14 ans a aujourd'hui de gros problèmes avec son administration qui ne supporte plus de le voir circuler en short. Voici la lettre qu'il a adressé à son supérieur hiérarchique qui aimerait bien le voir rentrer dans les rangs :

« Votre monde triste et grimaçant, borgne et borné ; votre monde des frustrés et des névrosés, de la lâcheté et de la futilité, de l'uniforme et de la tristesse, des règlements et du rendement, de l'ordre et du commandement, des lois iniques et de l'hypocrisie, des barrières et du mensonge, de l'automatisme et du sectarisme, des questionnaires et des militaires, des tortures psychologiques et des fonctionnaires illogiques ; ce monde cloisonné et imbu, fermé et obtu ; ce monde des menteurs et des accusateurs, jamais vous ne pourrez m'obliger à m'y conformer.

Moi j'aime : sentir la vie couler dans mes veines, vibrer à l'unisson du cosmos comme la source d'eau pure au milieu de la forêt, lente, généreuse, inlassable et toujours renouvelée ; le désordre harmonieux de la nature, le rayon de soleil dans la brume du matin, la fleur couverte de rosée, la goutte de rosée scintillante au sommet du brin d'herbe qui le fait s'incliner pour me saluer, le baiser suave de l'herbe fraîche sur mes pieds nus, le souffle doux de l'air sur mon corps, la chaude caresse du soleil sur mon visage, le parfum si délicat de la rose ; cueillir le fruit encore acide de l'arbre ; l'oiseau siffleur et même persiffler, le gazouilli des enfants, le sourire de l'adolescent, le hèlelement du passant, le regard doux et souriant, l'œil plein de vie et pétillant.

Et toutes ces choses malgré vos mises en garde, jamais vous ne me les ferez quitter. En conséquence, faites ce que votre conscience vous dictera ou, à défaut, votre règlement. »

André SIDRE ■

LIP : UN CAP DIFFICILE A FRANCHIR

Ce n'est pas parce qu'ils font moins de bruit qu'il y a quelques années, que les « LIP » s'endorment. Ils sont, en fait, dans une position d'attente.

En effet, pour le véritable lancement de leur Coopérative Industrielle, rien ne manque à ce qui leur avait été demandé : les fonds nécessaires à la mise en route et la caution pour l'achat de la marque et du matériel sont là ; la municipalité reste prête à l'acquisition des bâtiments et terrains ; le plan industriel, réajusté, a été communiqué à qui de droit ; les contacts nécessaires à divers niveaux ont été pris.

Mais les « LIP » se heurtent présentement à un obstacle politique. On exige d'eux qu'ils quittent Palente, qu'ils se dispersent. Puisqu'on n'a pas pu les écraser, en liquidant leur usine, on veut étouffer leurs voix par l'éclatement de leur communauté et l'abandon de Palente, leur symbole, mais aussi le nôtre, à nous tous qui les avons soutenus et continuerons à les soutenir.

Tout indique que les « LIP » resteront vigilants : « Nous avons déjà vaincu beaucoup d'obstacles, nous saurons franchir celui-ci », écrivent-ils dans un récent numéro de LIP-UNITE. « La lutte ne s'arrête pas. Comme hier, le combat continue. »

Ceci dit, la Coopérative « Les Industries de Palente » continue ses activités. Une seconde coopérative vient de naître : « Les Commissions Artisanales de Palente ». Une troisième, de consommation celle-là (Restaurant et Groupement d'Achat) viendra s'ajouter aux deux premières prochaines.

Jusqu'à ces derniers temps, les ventes de la Coopérative « LIP » s'axaient essentiellement sur les entreprises. Ce qui faisait qu'un grand nombre de militants et de travailleurs n'avaient pas ou peu connaissance de la situation exacte, ni des ventes des « LIP ». Depuis juin un autre créneau commercial est mis en place. Par l'intermédiaire des municipalités, des syndicats, des associations familiales, culturelles ou autres, la coopérative tente de se faire connaître plus largement. Ces organisations ne sont sollicitées — en tant que telles — que pour accorder ou faire accorder une salle — gratuite ou payante — dans laquelle se tiendra une Vente-Exposition. L'Association des Amis de LIP, les abonnés à LIP-UNITE, d'autres militants, ou simplement des sympathisants apportent leur aide matérielle pour la propagande, la popularisation, voire l'organisation sur place, de cette Vente-Exposition. Ils reçoivent, pour cela,

quelques affichettes sur lesquelles tout est noté quant au but, lieu, date et heure de cette manifestation de solidarité. Cette technique permet de réduire au minimum le travail individuel de chacun sans engager autrement les organisations que pour le prêt ou la location d'un local. La Vente-Exposition reste, ainsi, l'affaire de tous ceux qui ont participé à sa réussite. Au cours de la vente, des explications sont données sur les espoirs, les difficultés et l'avenir de la Coopérative. S'il y a possibilité, un débat est organisé en fin de la vente-exposition.

Pour soutenir les « LIP », pour les aider à continuer, chaque militant devrait pouvoir étudier les possibilités concrètes de telles ventes-expositions dans sa région, sa commune, son quartier et les communiquer directement aux travailleurs de Palente qui se chargeront, eux-mêmes, des prises de contact utiles et des démarches nécessaires.

Pour aider les « LIP », le soutien de tous est constamment précieux.

R. RIVAL ■

Nota — Tous ceux qui s'intéressent aux projets des « LIP », — et nous pensons qu'ils sont nombreux — peuvent lire, avec profit, le numéro 16-17 de juillet-août 1979, de LIP-Unité. Ecrire : Association des Amis de LIP - LIP-Unité B.P. 961 - 25022 Besançon Cedex. (Prix 3 F le numéro).

NANTES : MAITRES AUXILIAIRES AU CHOMAGE

Dans l'Académie de Nantes, sept maîtres auxiliaires de philosophie n'ont pas retrouvé leur poste à la rentrée 79. Voici quelques faits qui permettent de comprendre le déroulement des événements.

À la rentrée 79, 15 enseignants de psychopédagogie (professeurs de philosophie) sur 26 sont renvoyés des Ecoles Normales. Conséquence de cette éviction massive des psychopédagogues : renvoyés à l'enseignement de la philosophie dans les classes terminales, ils évinceront à leur tour les maîtres auxiliaires. Aussi un mouvement majoritaire des correcteurs de philosophie se dessine-t-il en juin pour retarder de 24 heures les délibérations du baccalauréat, afin d'exiger le réemploi des maîtres auxiliaires. Ce mouvement est couronné de succès.

Le 6 septembre, la grève du bac, qualifiée de « faute professionnelle grave » par le recteur, devient la cause directe du non-renouvellement de la délégation rectorale des 7 maîtres auxiliaires ayant pris part à la grève. La riposte s'organise sous différentes formes (grève de rentrée dans les établissements où les maîtres auxiliaires n'ont pas été nommés, grève de l'ensemble des professeurs de philosophie, actions nationales, etc.).

Il est évident qu'une telle atteinte au droit de grève concerne non seulement les syndicats mais aussi la scène politique, c'est pourquoi le P.S.U. proteste contre le procédé qui consiste à priver d'emploi des auxiliaires sur un tel motif. La situation des personnels auxiliaires est suffisamment précaire dans l'Education Nationale pour que ne

viennent pas s'y ajouter des manifestations d'arbitraire. Nous demandons que cette décision soit rapportée et que l'on ne cherche pas, par des mesures de ce genre, à régler à la sauvette les problèmes de l'enseignement de la philosophie. ■

UNE PETITE VILLE SE BAT POUR SON ECOLE

Dès la fin de l'année scolaire, il est apparu à Wassy (Haute-Marne) que, sur la base de chiffres erronés, on allait « sucrer » une classe dans le groupe scolaire primaire. Le nombre des élèves a été mal évalué par l'Inspection académique désireuse de suivre les instructions gouvernementales en vue de supprimer des postes. L'obstination du maire de Wassy, soi-disant « apolitique », et son aberration aidèrent l'administration à « justifier » sa décision.

En fait, le chiffre des élèves était bien supérieur ; dès fin juin, un large comité de soutien se forma, décidé à se battre, composé de l'intersyndicale des enseignants, des associations de parents d'élèves, des unions locales C.F.D.T. et C.G.T., des partis politiques dont le nôtre.

À la rentrée, le groupe scolaire était en grève et occupé par le comité de soutien. La grève et l'occupation ont duré du jour de la rentrée jusqu'au 24 septembre dans l'unité de combat la plus large ; tous les jours, une assemblée générale du comité de soutien à l'école, à laquelle assistaient entre 80 et 150 personnes suivant le jour ; deux manifestations dans les rues en une semaine groupant chacune environ 200 participants. Lorsque le maire fut obligé de convoquer le conseil municipal, 150 personnes y assistaient !

Bien que le chiffre des élèves avancé par le comité de soutien se soit avéré juste et celui de l'administration faux, l'Académie n'ouvre pas la classe fermée. La rentrée s'effectue donc le 25 septembre avec une classe « sauvage » symbolique installée pour un jour à la mairie sans qu'on ait demandé au maire coupable la permission.

La fédération P.S.U. de la Haute-Marne a souligné le caractère exemplaire, démocratique et autogestionnaire de la lutte et a félicité nos militants qui étaient au premier rang du combat. Elle a stigmatisé, dans un communiqué de presse, les méthodes inquisitoriales de l'Académie qui s'est abaissée à faire faire par les I.D.E.N. (inspecteurs du primaire) un travail de flics et a décidé de continuer sa campagne pour aider la population à se débarrasser d'un maire prétentieux et déconsidéré.

25 septembre 1979

Section P.S.U. de Wassy ■

Mixité ou not mixité



● A l'occasion de la marche des femmes, les militants de la section du P.S.U. du 13^e arrondissement organiseront une crèche au local du quartier, 25, rue du Moulinet (de 13 heures à 18 heures, après 18 heures, les réclamer à la consigne). Le local P.S.U. du 13^e est d'ailleurs « utilisé » depuis quelques semaines par les enfants du quartier dans le cadre d'une association regroupant le Comité des locataires de l'immeuble, des parents, la section P.S.U. et un groupe de pré-adolescents de la rue du Moulinet.

● A l'occasion de la marche des femmes du 6 octobre, la Fédération de Paris organise rue Borromée, une crèche avec animation pour enfants jusqu'à l'âge de 6 ans. La crèche sera ouverte samedi 6 octobre à partir de 13 h 30. ■

● Devant l'empressement de la demande, les femmes du P.S.U. ont décidé de réaliser un tract national d'appel à la marche du 6 octobre. Il sera disponible dès cette semaine au local du P.S.U., 9, rue Borromée, 75015 Paris. Passez vos commandes.

IMMIGRÉS

ALI, MARIA, MAMADOU ET LES AUTRES...

Plus de 250 films cités (d'une vingtaine de nationalités différentes), des entretiens avec 36 cinéastes, trois tables rondes... le dernier numéro de Cinéma Action nous offre grâce à une centaine de collaborateurs réunis par Guy Hennebelle un important panorama des « Cinémas de l'émigration » (*).

Certes quelques cinémas sont peu ou pas représentés. Certains auraient aimé trouver une réflexion sur la place du cinéma parmi les différents moyens d'expression qu'ont plus ou moins largement utilisés les travailleurs immigrés : musique, littérature, chants, théâtre... D'autres déploieront l'absence de toute référence au Festival Culturel des Travailleurs Immigrés. Il n'en reste pas moins qu'avec ses 240 pages ce numéro de Cinéma Action met à la disposition des cinéphiles et des militants une masse de renseignements pratiques, de points de vue, de réflexion sur les films qui ont traité peu ou prou de la situation des travailleurs immigrés en Europe et en Amérique.

La partie la moins intéressante n'est pas, à travers l'analyse de la situation française et des cinémas français et américains, le début d'une réflexion sur l'expression cinématographique d'une culture immigrée qui essaie de se faire entendre.

graphique d'une culture immigrée qui essaie de se faire entendre.

En France, cette expression culturelle est née d'un besoin (la popularisation des luttes) et d'un refus (l'enfermement dans le folklore du pays d'origine). Mais elle n'a été rendue possible que par l'existence des tensions contradictoires : nationalisme et refus de l'assimilation par les Maghrébins, racisme et refus de l'assimilation par les Français, revendication, après 68 d'un droit à la différence face à l'universalisme castrateur de la période antérieure.

Mais pour jouer pleinement son rôle, le cinéma (et les autres moyens d'expression) devra dépasser et les luttes et le folklore, pour traduire, faire connaître le mode de vie, les problèmes quotidiens, les aspirations des différentes immigrations, établir des liens entre les différentes nationalités, dialoguer avec les multiples cultures opprimées.

Il n'y a pas de doute que le travail entrepris par Cinéma Action (**) est dans ce cadre-là une nécessité.

PUCE ■

(*) Cinémas de l'émigration - Cinéma Action n° 8, rédaction : 106 bd Saint-Denis, 92400 Courbevoie ; diffusion : Film Edition, 39 rue de Chanzy, 75011 Paris.

(**) Prochains numéros de Cinéma Action : cinéma au féminin, cinéma d'avant-garde, cinéma maghrébin, cinéma et cultures régionales...

CALENDRIER POLITIQUE

COORDINATION IMMIGRES

● 29 septembre (9, rue Borromée, 75015 Paris). Ordre du jour : la 2^e génération (enfants de travailleurs immigrés nés en France). Avec projection du film vidéo : « Enfants immigrés de Belleville ». Samedi 29 septembre à 14 h 30.

COMMISSION IMMIGRES REGION PARISIENNE

● 2 octobre (Paris) : La commission immigrés de la région parisienne se réunira le mardi 2 octobre à 18 h 30, 9 rue Borromée, 75015 Paris. Ordre du jour : les expulsions, les travailleurs des D.O.M. - T.O.M.

FEDERATION DES HAUTS-DE-SEINE

● 3 octobre (Nanterre) : La fédération des Hauts-de-Seine convie tous ses militants à une Assemblée Générale pour la préparation du Conseil National. Cette réunion aura lieu le mercredi 3 octobre à 20 h 30, salle des fêtes, 2 rue des Anciennes Mairies à Nanterre.

COMMISSION INFORMATIQUE

● 3 octobre (Paris) : La commission informatique se réunira le mercredi 3 octobre à 19 h, 9 rue Borromée, 75015 Paris. Ordre du jour : préparation d'une rencontre nationale sur l'informatique, fin novembre, en commun avec différentes revues (Parti Pris, Communisme, Critique Communiste, l'Étincelle, etc.).

OFFRE D'EMPLOI

La fédération de Paris recherche camarade à mi-temps pour travaux de secrétariat, l'après-midi de préférence. URGENT. Tél. 566.45.37.

A LA C.N.E... RECTIFICATIF

Dans l'article sur les travaux de la C.N.E., paru dans T.S. n° 833, en première page, une coquille s'est glissée à la dernière ligne de la première colonne. Il faut lire : « ... la nature du travail avec l'automatisme et l'informatique »... et non pas « avec l'autoformation et l'informatique »...

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
Secrétariat : Marie Relandeau
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Directeur de la publication : Victor Leduc
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

CONFERENCE NATIONALE ENTREPRISE COMMUNICATION-CONVOCAION

La Conférence Nationale Entreprise se tiendra à Nancy, les 27 et 28 octobre (dernier week-end d'octobre).

Vous trouverez l'ordre du jour de cette C.N.E. dans T.S. Hebdo du 13 septembre (n° 833) en première page.

Nous attirons votre attention sur l'importance de cette Conférence Nationale, et sur sa préparation, qui devrait pouvoir se faire, activement, dans chaque région, dans chaque fédération, voire dans chaque section (entreprise en particulier).

Le Parti souhaite que chaque fédération et régions industrielles soient représentées à Nancy.

Il est demandé aux groupes, sections, fédérations, de préparer des contributions, en rapport avec les thèmes de la Conférence, ainsi que sur l'activité du secteur entreprise.

Ces contributions doivent être envoyées, dès que possible, au Secrétariat, pour être incluses dans le dossier qui sera envoyé à chaque inscrit.

Pour qu'une préparation matérielle correcte puisse se faire, le secrétariat de la C.N.E. demande, instamment, à chaque intéressé de signaler le plus rapidement possible au secrétariat de la C.N.E., le nombre de participants à la Conférence Nationale de Nancy.

SECRETARIAT DE LA C.N.E.

A partir du lundi 24 septembre, un permanent « entreprise » sera en poste rue Borromée. Tél. 566.45.37 - poste 36.

Une permanence du secteur entreprise sera donc pratiquement assurée chaque jour jusqu'à 20 heures et le samedi matin (jusqu'à 15 h).

AGRICULTURE, FAMINE, ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES INTERNATIONAUX, PILLAGE DU TIERS MONDE

A la suite de la réunion du 18 septembre, il a été décidé de former un groupe de travail qui se chargera :

— d'élaborer un document de synthèse (1^{re} réunion mardi 2 octobre, rue Borromée) ;

— d'organiser quatre réunions sur des points à approfondir et qui pour l'instant sont programmées comme suit (sous réserve de modification) :

● « Les technologies appropriées », jeudi 15 novembre à 19 h ;

● « Quelles actions contre la Faim », jeudi 13 décembre à 19 h ;

● « Le Tiers-Monde exploité ? », vers la fin de l'année ;

● « L'arme alimentaire », jeudi 17 janvier à 19 h.

Si vous désirez de plus amples renseignements, nous vous rappelons qu'il y a une permanence d'assurance tous les jeudis au secrétariat de la C.N.A., 9 rue Borromée, 75015 Paris.

CONFERENCES REGIONALES DES ELUS AUTOGESTIONNAIRES

● Samedi 29 septembre : à Bourg-en-Bresse, conférence pour les régions Rhônes-Alpes, Franche-Comté, Bourgogne, Auvergne. Conformément aux décisions du Congrès de Saint-Etienne, le problème des élus est inscrit à l'ordre du jour du Conseil National de novembre sous le titre : « Elus et pouvoir local » ; six conférences régionales sont prévues pour préparer la journée des élus. Les autres dates seront communiquées dans les prochains T.S. - Hebdo.

● 13 octobre (La Roche-sur-Yon) : en vue de la préparation du Conseil National du parti, tous les militants et militantes du P.S.U., tous les élus et sympathisants sont invités à se retrouver le 13 octobre à partir de 9 heures du matin au Château du Plessis à la Roche sur Yon. Pour tous renseignements : Chauveau Noël, 65 avenue du Bocage, 85000 La Roche sur Yon.

● 13 octobre (Massy) : la réunion de Paris sur les élus et l'institution municipale aura lieu le samedi 13 octobre de 14 heures à 22 heures à la Bourse du Travail de Massy. Pour tous renseignements : Vincent Compagnat, 10, résidence de Villebon, 91120 Palaiseau.

● 14 octobre (Reims) : L'assemblée générale des élus locaux du P.S.U. aura lieu le dimanche 14 octobre de 10 heures à 17 heures à Reims, salle municipale rue Goulin. Tous les militants et élus du Nord-Est sont invités. Renseignements au secrétariat des élus P.S.U. de Reims, téléphone (26) 40-54-53, poste 276.

RASSEMBLEMENT FRANÇAIS IMMIGRES

● 29 septembre (Garges les Gonesse) : les paysans du Larzac et les paysans travailleurs de la Sarthe seront eux aussi présents au rassemblement Français Immigrés du 29 septembre à Garges-les-Gonesse.

COORDINATION NATIONALE ANTI-NUCLEAIRE

● 29 et 30 septembre (Avoine, près de Chinon) : c'est à Avoine près de Chinon, que se tiendra la troisième coordination nationale anti-nucléaire. A l'ordre du jour : le bilan de la journée internationale anti-nucléaire du 3 juin, bilan des différents axes de lutte entreprise lors de la dernière coordination, structuration et perspectives du mouvement anti-nucléaire.

« L'ETAT ET LES LIBERTES »

● Samedi 27 et Dimanche 28 octobre : Un colloque organisé par le P.S.U. et « Critique Socialiste » se tiendra les 27 et 28 octobre, au Centre International Protestant, 8, rue du Parc Montsouris, 75014 Paris. Projets de débats : dégradation de l'état de droit dans les démocraties occidentales, extension des pouvoirs de l'Etat, l'espace judiciaire européen, les pays du « socialisme réellement existant », le Tiers-Monde et l'Islam, le droit à la différence, les nouvelles luttes...

COMITE AVORTEMENT CONTRACEPTION ISSY-LES-MOULINEAUX

● 4 octobre (Issy-les-Moulineaux) : dans le cadre de la campagne avortement - contraception, le comité unitaire avortement contraception organise une manifestation le jeudi 4 octobre à 17 h 30, de la Mairie d'Issy à l'hôpital Corentin Celton pour exiger l'ouverture d'un centre avortement-contraception-sexualité à l'hôpital.

FETE DE VALENCE

● 29 septembre (Valence) : fête fédérale de Valence ; stands d'organisations et associations diverses, buffet-buvette, animation-enfants, film, débat sur « les femmes dans la société avec la participation d'Huguette Bouchard, et encore beaucoup de débats, d'animations, etc.

FETE DE LA ROCHELLE

● 29 et 30 septembre (La Rochelle) : la fête de la fédération P.S.U. des Charentes aura lieu à la Rochelle, le samedi 29 et le 30 septembre. Stands d'information tenus par des organisations politiques syndicales et populaires, buvette restaurant, Cirque Plume, théâtre, débats, concert pop...

FETE DE MAUBEUGE

● 13 octobre (Maubeuge) : à l'initiative du P.S.U. de Maubeuge se déroulera le samedi 13 octobre de 14 h à 24 h à Ferrière la Grande (quelques km de Maubeuge) une fête des libertés. Participation de différentes associations régionales, débats, films, animation pour enfants, musique, buffet campagnard, etc.

Le numéro 35 de « Critique socialiste », consacré à l'expérimentation sociale en question, vient de paraître.

Des articles de V. Leduc, F. Dalbert, B. Vincent, J.-M. Demaldent, J.-P. Garnier, C. Wargny, S. Goueffic. Des entretiens avec C. Castoriadis, P. Veret, P. Naville, la revue « Pratiques ».

Restent disponibles les n°s 34 « L'Europe truquée » 20 F et 33 « Le problème du travail et le mouvement des femmes » 15 F.

Prix franco de port.

Abonnement 5 numéros 90 F. Chèques à l'ordre de SYROS, CCP 19 706 28 PARIS. Les envoyer 9, rue Borromée, 75015 Paris.

BROCANTE NATIONALE



Vous connaissez la date : 21 octobre 1979.

Voici maintenant le lieu : patronage laïque du 15^e, 72, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

— Pour les militants et sympathisants qui n'auraient pas encore commencé le ramassage, il est encore temps de se mettre au travail.

— N'oubliez pas qu'il vaut mieux des objets petits et nombreux que grands et « intransportables ».

— Nous ramasserons

ou vous nous enverrez les fruits de votre récolte dans la semaine du 8 au 12 octobre.

— Vos responsables fédéraux ont les directives nécessaires au bon déroulement des opérations.

Vite au travail !

Et récoltez : des montres, des cartes postales, des vieilles fringues, des livres, des timbres poste, des suspensions (électriques), des vieilles affiches, de vieux journaux, etc.

OFFRES D'EMPLOIS SYROS

- CONDUCTEUR OFFSET qualifié, disponible rapidement.
- Représentant édition, Paris, région parisienne, connaissance distribution du livre souhaitée.

Calendrier de l'Autogestion



1980

En 1980, le calendrier de l'Autogestion vous offre Un Jour de plus qu'en 1979. Profitez de cette offre exceptionnelle (qui ne sera pas renouvelée avant 1984) en le commandant au P.S.U., calendrier, 9, rue Borromée, 75015

Paris, en joignant 15 F (frais de port compris). Quand vous le recevrez, vous aurez la joie de découvrir 14 reproductions d'authentiques cartes postales anciennes, illustrant quelques aspects de l'histoire populaire.

Dernière minute

Le 2 octobre à la Mutualité meeting Pierre Goldman à l'appel de 25 organisations.

Venez nombreux.